



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 7 juillet 2020

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

**OBJET : 2020 – 83 DELEGATION DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN A L'EPF PACA SUR
L'IMMEUBLE 15 RUE PAUL GOBY**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 30 juin 2020, s'est réuni le mardi 7 juillet 2020 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjointes :

Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Anne-Marie DUVAL, Cyril DAUPHOUD, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Jean-Marc GARNIER, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Dominique BOURRET, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Marie-Madeleine GUALLINO, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

(Prend part aux délibérations N°52 à N°114 et 27 à 40)

Monsieur Stéphane CASSARINI

(Prend part aux délibérations N°52 à N°114 et 27 à 40)

ABSENTS EXCUSES :

Madame Magali CONESA

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

Madame Nora ADDAD
(Prend part aux délibérations N°74 à N°114 et 27 à 51)

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

Madame Myriam LAZREUG sans procuration
(Ne prend pas part au vote des délibérations N°52 à N°74)

PROCURATION :

Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Nora ADDAD à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1^{ère} Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal a pris acte qu'aucune observation n'a été formulée concernant le procès-verbal du 11 février 2020.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 28 mai 2020.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2020 - 85 VENTE DE PARCELLES SISES BOULEVARD EUGENE CHARABOT ET D'UNE
PARTIE DU DOMAINE PUBLIC ALLEE JEAN MOULIN - DECLASSEMENT PREALABLE

DU 7 JUILLET 2020

**DELEGATION DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN A L'EPF PACA
SUR L'IMMEUBLE 15 RUE PAUL GOBY**

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

La ville de Grasse délègue à l'Etablissement Public Foncier PACA le Droit de Préemption Urbain sur l'immeuble sis 15 rue Paul GOBY cadastré Section BE n°38 dans le cadre de la convention d'intervention foncière sur le site Action Cœur de ville

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
JURIDIQUE		

Monsieur Christophe MOREL expose :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'article L-211-2 du Code de l'urbanisme instituant la possibilité pour les communes de déléguer le droit de préemption.

Vu la délibération du 28 juin 2007 instaurant un droit de préemption urbain renforcé sur le secteur sauvegardé du centre ancien,

Vu la délibération du 27 septembre 2007 déléguant à la SEM Grasse Développement le droit de préemption urbain sur le secteur sauvegardé du centre ancien

Vu la convention entre la ville de Grasse, la Communauté d'Agglomération Pays de Grasse et l'Etablissement Public Foncier PACA relative au site Action Cœur de ville, autorisée par délibération du 25 juin 2019 et régularisée en date des 5 et 15 juillet 2019.

Considérant que cette convention a pour objet de confier à l'EPF PACA une mission d'intervention foncière sur le centre ancien et notamment 9 îlots identifiés dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain. L'EPF est missionné afin de réaliser toute étude nécessaire à la mise en œuvre de ce programme et dans une phase opérationnelle procède aux acquisitions foncières qui en découlent.

Considérant que le périmètre d'intervention est défini dans la convention susvisée laquelle autorise des acquisitions ponctuelles de biens immobiliers à enjeu.

Considérant que l'immeuble sis 15 rue Paul GOBY cadastré Section BE n°38 d'une contenance cadastrale de 454 m² et développant environ 1 000 m² (circulation incluse) présente un intérêt tout particulier du fait de sa localisation stratégique au droit de la future coulée verte et de son interphase possible avec les places de la Médiathèque et Vercueil lui confère un emplacement pivot. Son acquisition conforterait et amplifierait les rénovations entreprises dans le cadre du PRU (îlot Nègre, îlot Goby, Sainte-Marthe) et à venir avec le NPRNU (Médiathèque sud) proximité avec la Médiathèque. La collectivité affirme ainsi sa réhabilitation urbaine

massive, complète, en rénovant des espaces publics, des équipements et de ces logements de ce quartier dégradé.

Considérant les potentialités architecturales de cet immeuble, dont les premières exquises programmatiques, permettraient la création d'un commerce ou d'une micro crèche en rez de chaussée, et du logement dont la typologie reste à établir, mais aussi l'utilisation du sous-sol pour les affecter à certains espaces logistiques et techniques pour les besoins de la Médiathèque.

Considérant que la convention « Action Cœur de ville » dote l'EPF de tous les moyens réglementaires pour conduire cette maîtrise foncière : par voie amiable, par expropriation, ou en ayant recours au droit de préemption. S'agissant de ce dernier, il convient d'adapter le cadre actuel en transférant pour cet immeuble l'exercice du Droit de Préemption Urbain à l'EPF PACA.

Pour ce faire, il convient de retirer la délégation du DPU consentie à la SPL Pays de Grasse Développement sur cet immeuble et instaurer l'EPF PACA comme délégataire de ce même droit de préemption.

Je vous demande de bien vouloir :

- **RETIRER** le droit de préemption urbain consenti à la SPL Pays de Grasse Développement sur l'immeuble sis 15 rue Paul GOBY cadastré Section BE n°38.
- **DELEGUER** ce droit de préemption urbain au profit de l'EPF PACA sur l'immeuble sis 15 rue Paul GOBY cadastré Section BE n°38.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte par 43 voix pour et 2 abstentions : Monsieur CASSARINI, Madame LAZREUG.